

Pour le développement d'alternatives à la guerre contre la drogue

Prise de position du 18 mars 2015

En s'appuyant sur vingt ans de travail de réduction des risques liés à l'usage de drogues, l'association Première ligne se positionne en faveur d'alternatives à la guerre contre la drogue.

Elle demande :

- L'ouverture d'un débat large et objectif sur une meilleure réglementation des marchés de la drogue afin d'offrir une meilleure protection aux personnes usagères de drogues.

En outre, l'association Première ligne :

- Soutient les recommandations de la Commission Mondiale pour la politique des drogues, en proposant des alternatives à la guerre contre la drogue, permettant de réduire considérablement la criminalisation des personnes usagères de drogues, d'éradiquer les systèmes criminels de l'offre des drogues et de mieux réguler les marchés,
- Souhaite une politique nationale concertée, qui permettra de réfléchir à une nouvelle réglementation des stupéfiants, à travers notamment la dépénalisation de la consommation et un meilleur contrôle des drogues par l'Etat,
- Soutient le projet genevois du «cannabis social club» (réglementation et meilleure régulation de la production, vente et consommation du cannabis),
- Défend les dispositifs d'analyse de produits psychotropes, en direct et en différé, permettant l'analyse chimique des produits psychotropes, le renforcement du travail de réduction des risques liés aux consommations dites récréatives, l'intensification de l'information et le relais vers les institutions de soins et de soutien.

L'échec d'une guerre à la drogue lancée il y a plus de cinquante ans

Dans le monde, les politiques en matière de drogues ont été élaborées dans le but de réduire les dommages pour les personnes consommant des psychotropes et pour les sociétés. Moins de crime, meilleur état de santé et davantage de développement économique et social étaient les principaux objectifs de cette politique. Or, les effets de la guerre à la drogue menée depuis plus de cinquante ans démontrent clairement des résultats contraires et les dégâts qu'elle a causés dans le monde sont nombreux. Organisations mafieuses, criminalisation et dégradation de la santé globale des personnes usagères de drogues, inégalité de traitement et d'offres de soins sont, entre autres, les aspects les plus problématiques de ces politiques.

Depuis l'instauration de la «guerre contre la drogue», le marché de la drogue est toujours aussi prolifique et bénéfique pour ceux qui en font le commerce. Les Etats se sont engagés à lutter et détruire ce marché afin d'en éradiquer les méfaits, mais force est de constater que le sujet est toujours présent et qu'il est loin de s'estomper. Pour preuve, les nombreux débats dans le monde où s'opposent volonté d'augmenter la répression et des positions prônant une modification de cette politique, réflexion qui se base sur une dépénalisation de l'usage de drogues. Cette guerre à la drogue rime parfois avec un non-respect des Droits de l'Homme dans certains pays, à travers notamment l'application de la peine de mort à l'encontre de consommateurs ou de trafiquants de drogues. Première ligne ne peut que dénoncer cet état de fait.

Aujourd'hui, le bilan de cette guerre est dénoncé à travers le monde par de nombreux experts en la matière et les déclarations se multiplient en faveur d'un changement de politique. Des alternatives à la répression et la criminalisation se développent. Le travail de la Commission mondiale pour la politique des drogues (Global Commission on Drug Policy www.globalcommissionondrugs.org) recommande de «briser le tabou», de mener un débat ouvert et de promouvoir des politiques qui préviennent ou réduisent les risques liés à la consommation des drogues. Elle recommande aussi d'augmenter les investissements dans la recherche et l'analyse de l'impact des différents programmes et stratégies.

L'association Première ligne souscrit aux recommandations de la Commission mondiale pour la politique des drogues.

Réglementer le marché des drogues, c'est prendre le contrôle sur les systèmes mafieux afin de mieux protéger les personnes qui font usage de produits psychotropes.

Dans le débat sur les stupéfiants:

Dépénalisation	signifie renoncer à punir pénalement l'acte de consommer des stupéfiants et/ou le commerce
Libéralisation	désigne le processus visant à réduire, voire à éliminer la prohibition des drogues
Légalisation ou Réglementation	signifie substituer à la prohibition un cadre légal qui prévoit le contrôle par l'État de la production à la vente